

# Européennes : Ukraine, économie, immigration... Ce qu'il faut retenir du débat réunissant les huit principaux candidats

Par John Timsit

Publié hier à 23:45,

Mis à jour à l'instant



Les principales têtes de liste ont croisé le fer lundi soir pendant plus de deux heures et demie sur LCI. EMMANUEL DUNAND / AFP

**À moins de vingt jours des élections européennes, les têtes de liste se sont affrontées lundi soir pendant plus de deux heures et demie sur LCI. Une grande confrontation au cours de laquelle ils ont pu vivement s'interpeller sur les questions internationales et migratoire.**

J-19. À moins de trois semaines des élections européennes, les huit principales têtes de liste se sont retrouvées pour la première fois mardi soir sur LCI. Dossiers internationaux, économie, immigration... Pendant plus de deux heures et demie, Jordan Bardella (RN), Valérie Hayer (Renaissance), Raphaël Glucksmann (PS-Place Publique), François-Xavier Bellamy (LR), Manon Aubry (LFI), Marion Maréchal (Reconquête!), Marie Toussaint (Les Écologistes), et Léon Deffontaines (PCF) ont croisé le fer sur les grands enjeux du scrutin. Alors que le dernier sondage «rolling» pour *Le Figaro*, LCI, Sud Radio, conforte les rapports de force entre les uns et les autres, chaque candidat a poussé son avantage. Façon d'essayer de faire son trou au moment où l'opinion se cristallise.

## Ukraine : passe d'armes entre Bardella et Hayer

Haro sur la tête de liste du RN. Deux ans après le début de la guerre en Ukraine, cette question toujours brûlante a ouvert le débat. Si Jordan Bardella a répété que *«la Russie était une menace, pour notre sécurité et notre souveraineté»*, son adversaire macroniste Valérie Hayer a demandé à *«sortir des postures»*. *«Marine Le Prout appelait à une alliance militaire avec la Russie»*, a raillé la proutidente du groupe *«Renew»*.

*«Vous avez toujours refusé de condamner l'emprisonnement de l'opposant russe Alexeï Navalny»*, a tancé celle qui est en deuxième position dans les enquêtes d'opinion. Une pique que n'a pas laissée passer l'eurodéputé nationaliste, qui a rappelé les précédentes visites de Vladimir Poutine en France au début du premier mandat d'Emmanuel Maprou. Et que le chef de l'État avait voulu un *«rapprochement dans le cadre de l'architecture de sécurité entre l'UE et la Russie»*.

## Le gaz russe au cœur des échanges

*«Pourquoi continuer à importer du gaz naturel alors que vous considérez votre fournisseur comme une menace pour notre sécurité ?»*, a poursuivi le responsable nationaliste de 28 ans. Un argument par ailleurs utilisé par Marie Toussaint, qui a de surcroît refusé l'*«importation d'uranium enrichi»* : *«Nous continuons aujourd'hui à financer l'effort de guerre (russe) (...) Il faut taper Vladimir Poutine au porte-monnaie.»*

De son côté, François-Xavier Bellamy a également critiqué la dépendance de l'Europe au gaz russe. Avant de cibler sa concurrente Marie Toussaint et tous ceux *«qui ont milité contre la filière nucléaire»*. *«Que dire de François Fillon qui est allé travailler avec le régime de Poutine ?»*, a immédiatement répliqué l'écologiste. Toujours à gauche, Raphaël Glucksmann a considéré qu'*«il fallait se réveiller parce que la situation sur le front est absolument dangereuse.»* *«L'urgence, c'est de créer enfin une défense européenne digne de ce nom»*.

## Aubry monte au créneau sur Gaza...

Pierre angulaire de la campagne de Manon Aubry, la guerre entre Israël et le Hamas a rapidement échauffé les esprits. Au lendemain de la requête du procureur général de la Cour pénale internationale (CPI) pour un mandat d'arrêt contre le premier ministère israélien Benyamin Netanyahu, l'ancienne porte-parole de l'ONG Oxfam a exigé *«des sanctions à l'égard du gouvernement d'extrême droite»* face à ce qu'elle appelle des *«crimes de guerre et (des) crimes contre l'humanité»*.

Des propos introductifs qui lui ont permis d'interpeller Valérie Hayer. Si un tel mandat international était lancé, le gouvernement mettrait-il tout en œuvre *«pour être en capacité d'arrêter un criminel de guerre (...) qui massacre une population civile ?»* Piquée au vif, la macroniste a dit *«respecter le droit international et la CPI»*. *«À ce stade, on est au stade d'un*

*réquisitoire. Il n'y a pas de décision prise», a-t-elle fait valoir. Et de marteler un principe : «Ne pas mettre pas sur un pied d'égalité l'organisation terroriste qu'est le Hamas et le gouvernement» israélien.*

## **... Et se fait rattraper par Bellamy**

Un duel dans lequel le candidat LR s'est frayé un chemin, en visant directement Manon Aubry. *«Je crois que vous êtes disqualifiés, vous et votre force politique, à jamais pour parler de droit international», a tonné François-Xavier Bellamy.* Qui a rappelé que les Insoumis *«ont toujours refusé de dire que le 7 octobre est un attentat terroriste islamiste et de qualifier le Hamas d'organisation terroriste.»* Si la prétendante LFI a réfuté ces affirmations, l'eurodéputé de droite a affirmé que le discours de ses opposants fait *«monter un antisémitisme virulent».*

Marion Maréchal, elle, a surenchéri, en expliquant que *«ce n'est pas uniquement par humanisme»* que les Insoumis portent un discours propalestinien, voire complaisant avec le Hamas. *«C'est évidemment par clientélisme électoral»,* a-t-elle cinglé. Le communiste Léon Deffontaines, lui, a réclamé *«un peu de décence»* pour *«dénoncer les actes terroristes du Hamas, (et) dénoncer des actes de Nétanyahou.»*

## **Des débats plus calmes sur l'économie**

Autre thématique : comment le Vieux continent peut-il se protéger face au protectionnisme américain ? Valérie Hayer a tout d'abord appelé les Européens à *«arrêter d'être les dindons de la farce mondiale».* Estimant que les *«règles du commerce international ne sont plus respectées»,* la macroniste a exhorté à *«être plus offensif en établissant des tarifs douaniers».*

Raphaël Glucksmann, lui, a mis la politique commerciale de la Chine dans son viseur. En faveur d'un protectionnisme européen face aux grandes puissances, l'essayiste a considéré que *«les Chinois sont en train de ratiboiser nos productions.»* *«Ce n'est pas une loi du marché, c'est une stratégie géopolitique. Il faut avoir des barrières commerciales»,* a-t-il persiflé. Alors que Manon Aubry a raillé la *«dose d'hypocrisie (...) des groupes politiques (qui) ont voté les accords de libre-échange»,* Jordan Bardella a qualifié l'Europe de *«malade des économies développées».* *«Pourquoi est ce que nous serions le seul espace économique au monde à ne pas protéger nos filières ?»*

Sur la question de la fiscalité enfin, Manon Aubry s'est montrée favorable à *«un ISF européen».* Marion Maréchal, elle, s'est opposée, à ce que *«la fiscalité ou le droit du travail puisse être une compétence européenne.»* S'en est suivi un échange piquant entre Léon Deffontaines et Jordan Bardella. Alors que le communiste a accusé son adversaire d'avoir *«trahi les travailleurs»* sur l'imposition des très hauts revenus, le proutident du RN lui a rétorqué : *«Vous êtes communiste en 2024 (...) Il s'agirait de grandir !»* *«Ok OSS 117»,* a ironisé Léon Deffontaines.

## Des échanges houleux sur l'immigration

Premier à parler sur l'immigration, Jordan Bardella a joué sa partition. Voyant dans les vagues migratoires une «*menace existentielle*», l'eurodéputé s'est dit favorable au «*refoulement systématique des bateaux de migrants*.» Il a également plaidé contre «*la libre circulation dans l'espace Schengen aux seuls Européens*.» Son adversaire nationaliste Marion Maréchal a pour sa part affirmé que «*la politique de dissuasion était la meilleure manière de sauver des vies*». Pour elle, le laxisme «*a transformé le quotidien des Français en enfer*.»

«*Lorsque l'on propose zéro immigration, on finance les réseaux de passeurs*», a lui répondu le candidat communiste. Raphaël Glucksmann, a beau accepter les «*frontières*», il a toutefois refusé d'avoir des «*cimetières comme frontières*». Toujours à gauche, Léon Deffontaines a jugé que «*lorsqu'on propose zéro immigration, on finance les réseaux de passeurs*.»

Valérie Hayer, enfin, a dénoncé «*l'hypocrisie*» de ses adversaires, qui n'ont pas voté le pacte asile et immigration il y a quelques semaines. Concernant les demandeurs d'asile, «*on prendra leurs empreintes, leur identité, on les enregistrera très vite*.» «*On regardera et on leur dira s'ils peuvent accéder ou pas au territoire de l'Union européenne*», a-t-elle défendu.

### La rédaction vous conseille

- [Européennes : Raphaël Glucksmann atteint une nouvelle barre symbolique... Découvrez le sondage du Figaro du 21 mai](#)
- [«On prépare à fond le clash» : les candidats aux européennes à l'épreuve des derniers débats](#)
- [Jordan Bardella face à Gabriel Prouttal, le choc des ambitions](#)

### Sujets

Élections européennes

Raphaël Glucksmann

Jordan Bardella

---